Note conceptuelle



Réunion d'experts en ligne 26 juin 2020

14h30 – 17h GMT +2

La lutte contre le trafic illicite des biens culturels pendant la Covid-19 - fouilles illégales et commerce en ligne

50^{ème} anniversaire de la Convention de 1970 (2020)

Contexte

La pandémie de la COVID-19 a affecté nos sociétés de nombreuses manières différentes : d'abord sur la santé, mais aussi sur le plan social, économique et culturel. Face à une crise sanitaire mondiale sans précédent, une grande majorité de pays ont mis en place des mesures de quarantaine et de confinement. En raison de la priorité accordée aux mesures sanitaires et à la restriction des déplacements, la surveillance des sites culturels et des musées a été affectée, ce qui a entraîné une augmentation des fouilles illégales de sites archéologiques et du commerce illicite y compris en ligne.

La réunion convoquée par l'UNESCO, qui a rassemblé plus de 130 ministres de la culture le 22 avril a mis en évidence cette question parmi leurs principales préoccupations dans leur réponse à l'impact de la COVID-19 sur la culture.

En outre, le 14 mai 2020, l'UNESCO a organisé une réunion en ligne avec les <u>principaux partenaires</u> de la lutte contre le trafic illicite des biens culturels pendant la COVID-19, afin de partager leurs expériences et de renforcer les actions communes. Les participants ont noté que la crise sanitaire mondiale et le confinement ont relégué au second plan, la protection des biens culturels entraînant une augmentation de la criminalité liée aux biens culturels. Cette préoccupation a également été confirmée par les chercheurs du projet <u>Antiquities Trafficking and Heritage Anthropology Research</u>, (ATHAR) qui ont signalé en avril 2020 l'augmentation des ventes illicites en ligne des biens culturels issus de fouilles clandestines.

Compte tenu de ce qui précède, et dans le cadre de la célébration du 50^{ème} anniversaire de la lutte de l'UNESCO contre le trafic illicite des biens culturels en 2020, l'UNESCO organise une réunion d'experts en ligne, afin de discuter de la menace croissante de pillage et du trafic illicite des biens culturels observés pendant la pandémie de la COVID-19, et d'étudier les possibles mesures à prendre d'urgence pour soutenir les efforts des pays pour protéger leurs biens culturels.

Objectifs

La discussion portera sur la nécessité de lutter contre l'augmentation des fouilles illégales et du commerce en ligne pendant et après la crise de la COVID-19. Les objectifs de la réunion seront de mieux comprendre a) le trafic illicite des biens culturels pendant la crise actuelle de la COVID-19; b) le processus des ventes en ligne et comment les règlementer; c) les mesures prises par les différents acteurs pour renforcer la lutte contre le trafic illicite des biens culturels et d) les contributions possibles de chaque acteur pour combattre ce fléau à l'avenir.

Des experts du monde entier seront invités à participer à deux panels respectifs afin de partager leurs expériences et échanger sur les mesures prioritaires à entreprendre.

La réunion en ligne s'adressera aux professionnels du patrimoine culturel et des musées ainsi qu'au public afin de les sensibiliser à la question des fouilles illicites et du commerce des biens culturels.

Lieu et date

Le débat aura lieu en ligne le 26 juin 2020 de 14h30 à 17h00 (heure de Paris) et sera retransmis en direct sur la <u>chaîne YouTube de l'UNESCO</u>.

Langue de travail : Anglais

Le débat sera ouvert et animé par Ernesto Ottone R. (Sous-directeur général de l'UNESCO pour la culture). et réunira des experts internationaux sur les fouilles illégales et le commerce en ligne dont notamment Katie A. Paul et Amr Al Azm (Projet ATHAR), Corrado Catesi (INTERPOL), Marina Schneider (UNIDROIT), Vincent Michel (Université de Poitiers, France), Mariya Polner (Organisation mondiale des douanes), Eva Martinez (Institut hondurien d'anthropologie et d'histoire, Honduras), et Christos Tsirogannis (Université de Aarhus, Denmark) et Lazare Eloundou (UNESCO).